



Communiqué de presse

Hors séance boursière – Information réglementée*

Bruxelles, 22 février 2018 (07.00 heures CET)

KBC Groupe: résultat solide de 399 millions d'euros au quatrième trimestre, portant le bénéfice pour l'exercice à un excellent 2,6 milliards d'euros.

Dans un contexte d'expansion économique soutenue, d'inflation modérée, d'enchérissement de l'euro et de persistance de taux d'intérêt bas, KBC a enregistré un bénéfice net de 399 millions d'euros au quatrième trimestre 2017. La réforme de l'impôt sur les sociétés en Belgique a eu un impact négatif immédiat mais non récurrent de 211 millions d'euros au cours du trimestre sous revue. Abstraction faite de cet élément exceptionnel, le résultat net du quatrième trimestre 2017 s'élève à 610 millions d'euros. Nos principales activités ont à nouveau bien performé, tandis que les coûts sont restés maîtrisés et que la qualité des actifs demeure solide, comme en témoigne la libération de provisions pour pertes de crédit. Ce quatrième trimestre vient s'ajouter aux résultats des trois premiers trimestres, ce qui porte le résultat net pour l'exercice complet à 2 575 millions d'euros, soit une hausse de 6% par rapport aux 2 427 millions d'euros enregistrés en 2016. Notre position de trésorerie est restée robuste, tout comme notre solvabilité, avec un ratio common equity (à pleine charge) de 16,3% à fin 2017.

Principales données financières du quatrième trimestre 2017

- Nos franchises de banque et d'assurance ont à nouveau réalisé un beau parcours sur nos marchés clés, tandis que les sociétés bulgares récemment acquises, UBB et Interlease, ont également contribué au résultat net à hauteur de 13 millions d'euros.

- Les crédits à la clientèle ont progressé de 1% en glissement trimestriel et de 5% en rythme annuel, toutes les divisions signant une hausse sur l'année. Les dépôts de la clientèle ont quant à eux progressé de 2% en glissement trimestriel et de 8% en rythme annuel, toutes les divisions gagnant du terrain. S'agissant de la croissance des volumes en glissement annuel, 1 point de pourcentage (pour les prêts) et 2 points de pourcentage (pour les dépôts) sont attribuables à l'inclusion pour la première fois d'UBB/Interlease dans les chiffres.
- Si l'on exclut l'effet de la salle des marchés, les revenus nets d'intérêts se sont à peu près stabilisés par rapport au trimestre précédent et augmentent de 1,5% en glissement annuel. La faiblesse persistante des rendements de réinvestissement et la pression négative sur les marges des crédits commerciaux ont été quelque peu compensées par un gonflement appréciable du volume des prêts, la baisse des frais de financement, l'impact positif des hausses de taux en République tchèque et (en glissement annuel) l'effet positif de la consolidation d'UBB/Interlease.
- S'agissant de nos activités d'assurance non vie, la hausse des recettes de prime a été contrebalancée par l'augmentation des charges techniques (le troisième trimestre avait été marqué par d'importantes libérations) et la baisse du résultat de la réassurance en glissement trimestriel. Les revenus techniques issus de nos activités d'assurance non vie au titre de l'exercice complet 2017 ont gagné 12% par rapport à l'année précédente, ce qui résulte en un excellent ratio non vie combiné de 88%. Les ventes de nos produits d'assurance vie ont grimpé de 45% d'un trimestre sur l'autre et de 13% par rapport à leur niveau du dernier trimestre de 2016.
- Les revenus nets de commissions sont restés solides, progressant de 14% en glissement annuel, grâce essentiellement à nos activités de gestion d'actifs, à la hausse des commissions liées aux titres et à l'inclusion d'UBB/Interlease dans les chiffres. Ils s'inscrivent en hausse de 5% par rapport à leur niveau du troisième trimestre (plus bas sous l'effet de facteurs saisonniers).
- Tous les autres éléments de revenus combinés ont augmenté de 13% d'un trimestre sur l'autre, mais ont perdu 20% en glissement annuel. Ceci s'explique, dans les deux cas, en grande partie par les variations du niveau des revenus à la juste valeur et liés aux activités de trading et par une provision supplémentaire de 61,5 millions d'euros liée à un examen, à l'échelle du secteur, des prêts hypothécaires de type « tracker rate » émis en Irlande avant 2009.
- Notre ratio charges/produits pour l'ensemble de l'année 2017 s'est amélioré pour atteindre un très bon 54% (contre 55% en 2016). Au 4T2017, nos charges d'exploitation (hors taxes bancaires) ont augmenté par suite d'effets saisonniers de 9% en glissement trimestriel et de 5% en glissement annuel.
- Le résultat trimestriel a bénéficié d'une libération de provisions pour pertes de crédit de 30 millions d'euros, grâce essentiellement à une libération de 52 millions d'euros en Irlande (ce qui donne lieu à une libération de 215 millions d'euros pour l'exercice complet). Le coût du crédit est par conséquent ressorti à un très favorable -0,06% pour l'exercice complet 2017 (un chiffre négatif indique un impact positif sur les résultats).
- Le résultat net a pâti de la réforme de l'impôt sur les sociétés en Belgique, qui a eu un impact négatif immédiat mais exceptionnel de 211 millions d'euros. À l'avenir, cette réforme aura cela dit un impact positif récurrent sur l'impôt sur le revenu des entités belges.
- Notre position de trésorerie est restée robuste, tout comme notre base de capital, avec un ratio common equity de 16,3% (à pleine charge, selon le compromis danois).

Dividende et rachat d'actions propres

- Nous proposerons à l'Assemblée générale des actionnaires de mai prochain de fixer le dividende global brut pour 2017 à 3 euros par action, ce qui signifie que - suite à la mise en paiement d'un dividende intérimaire de 1 euro par action en novembre 2017 - le dividende final brut à verser en mai sera de 2 euros par action. Nous proposerons également le rachat de 2,7 millions d'actions propres pour compenser la dilution due aux augmentations de capital réservées au personnel. Il en résulte un taux de distribution de 59 %.

Johan Thijs, CEO de notre groupe :



«Nous avons enregistré un bénéfice net de 399 millions d'euros au quatrième trimestre. Ce résultat a pâti de la réforme de l'impôt sur les sociétés en Belgique, qui a eu un impact négatif non récurrent de 211 millions d'euros (cette réforme aura un impact positif récurrent sur l'impôt sur le revenu des entités belges à l'avenir). Abstraction faite de cet élément exceptionnel, le résultat net s'élève à pas moins de 610 millions d'euros. Il a été soutenu par l'augmentation des revenus de commissions, les solides revenus générés par la salle des marchés et une libération de provisions pour réduction de valeur sur crédits, et tient compte également d'une hausse des coûts, généralement observée en fin

d'année.

Conjugué aux 630 millions d'euros enregistrés au premier trimestre, au niveau exceptionnel de 855 millions d'euros du deuxième trimestre et aux 691 millions d'euros du troisième trimestre, le résultat net pour l'exercice complet 2017 ressort à pas moins de 2 575 millions d'euros, soit une hausse de 6% par rapport à 2016.

Sur le front réglementaire, l'issue des discussions entourant Bâle IV s'est révélée plus bénigne. Nous estimons que Bâle IV devrait avoir, pour KBC, un impact d'environ 8 milliards d'euros d'actifs pondérés en fonction des risques supplémentaires sur une base fully loaded au 31 décembre 2017. Ceci correspond à une croissance de 9% de ces actifs et à un impact de -1,3% sur le ratio common equity. Ces estimations se fondent sur notre interprétation actuelle de Bâle IV, un bilan stable et l'environnement économique actuel. Elles ne tiennent pas compte des éventuelles mesures que pourrait prendre la direction. En ce qui concerne notre plan d'affectation du capital, notre réserve de 1% au titre de Bâle IV par rapport à notre groupe de pairs n'est donc plus requise. Prenant en compte le ratio common equity médian actualisé de nos 12 pairs, nous avons abaissé notre « objectif de capital propre » et notre « position de capital de référence » à 14% et 16% respectivement. En ce qui concerne IFRS9, nous nous attendons à un impact négatif - suite à sa première mise en application - sur notre ratio de capitaux propres à pleine charge de 41 points de base environ.

Lors de l'Assemblée générale des Actionnaires de mai, nous proposerons de fixer le dividende (brut) total pour 2017 à 3 euros par action, ce qui signifie qu'après le versement du dividende intérimaire de 1 euro par action en novembre 2017, le dividende brut final à payer en mai s'élèvera à 2 euros par action. Nous proposerons également le rachat de 2,7 millions d'actions afin de compenser l'effet dilutif pour les actionnaires découlant des augmentations de capital pour le personnel. Cela nous donne donc un ratio de mise en paiement de 59%. Nous reconfirmons notre politique visant à verser au moins 50% de notre bénéfice net consolidé à nos actionnaires sous la forme de dividendes ainsi que de coupons sur l'instrument additionnel Tier-1.

Notre réussite repose sur la confiance que nos clients continuent de nous témoigner. Je tiens à cet égard à remercier chaleureusement nos clients et à les assurer que nous sommes plus que jamais décidés à nous

imposer comme la référence en matière de bancassurance sur nos marchés clés. Dans les années à venir, nous poursuivrons sur notre lancée des années précédentes grâce à notre modèle éprouvé de bancassurance axé sur le client, étayé par notre robuste position de trésorerie, notre solide base de capital et nos 42 000 collaborateurs dans le monde.»

Aperçu Groupe KBC (consolidé, IFRS)	4TR2017	3TR2017	4TR2016	Exercice complet 2017	Exercice complet 2016
Résultat net (en millions EUR)	399	691	685	2 575	2 427
Bénéfice de base par action (EUR)	0.92	1.62	1.61	6.03	5.68
Ventilation du résultat net, par division (en millions EUR)					
Belgique	336	455	439	1 575	1 432
République tchèque	167	170	131	702	596
Marchés internationaux	74	78	139	444	428
Centre de groupe	-179	-12	-24	-146	-29
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	41.6	40.6	38.1	41.6	38.1

Le cœur de notre stratégie

Notre stratégie de base reste centrée sur la fourniture de produits et de services de bancassurance aux particuliers, aux PME et aux moyennes capitalisations dans nos pays domestiques, à savoir en Belgique, en Bulgarie, en Hongrie, en Irlande, en République tchèque et en Slovaquie.

Notre stratégie s'articule autour de quatre grands principes interdépendants :

- Nous plaçons les intérêts de nos clients au premier plan de nos préoccupations et avons pour objectif de leur offrir à tout moment des services de qualité et des solutions pertinentes.
- Nous cherchons à proposer à nos clients une expérience unique dans le domaine de la bancassurance.
- Nous développons notre groupe dans une optique de long terme afin de générer une croissance durable et rentable.
- Nous prenons très au sérieux nos responsabilités à l'égard de la société et des économies locales et avons pour ambition d'intégrer ces aspects à nos activités quotidiennes.



client centricity



bank-insurance



sustainable
profitable growth



role in society

Aperçu de nos résultats et de notre bilan

Pour les données complètes du compte de résultat et du bilan consolidés selon les normes IFRS, nous vous renvoyons au chapitre « Consolidated financial statements » du rapport trimestriel, qui reprend également un résumé du résultat global, des variations des capitaux propres des actionnaires, ainsi que plusieurs annexes relatives aux comptes.

Compte de résultat consolidé selon IFRS, Groupe KBC (en millions EUR)	4TR2017	3TR2017	2TR2017	1TR2017	4TR2016	Exercice complet 2017	Exercice complet 2016
Revenus nets d'intérêts	1 029	1 039	1 028	1 025	1 057	4 121	4 258
Assurance non vie (avant réassurance)	152	188	179	187	178	706	628
<i>Primes acquises</i>	384	378	369	360	363	1 491	1 410
<i>Charges techniques</i>	-232	-190	-190	-173	-185	-785	-782
Assurance vie (avant réassurance)	-3	-3	-24	-28	-44	-58	-152
<i>Primes acquises</i>	410	282	267	312	413	1 271	1 577
<i>Charges techniques</i>	-414	-284	-291	-341	-457	-1 330	-1 728
Résultat de la réassurance cédée	-10	16	-10	-4	-15	-8	-38
Revenus de dividendes	8	11	30	15	19	63	77
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	235	182	249	191	224	856	540
Résultat net réalisé sur des actifs disponibles à la vente	51	51	52	45	8	199	189
Revenus nets de commissions	430	408	430	439	376	1 707	1 450
Autres revenus nets	-14	4	47	77	101	114	258
Total des revenus	1 878	1 896	1 980	1 946	1 903	7 700	7 211
Charges d'exploitation	-1 021	-914	-910	-1 229	-963	-4 074	-3 948
Réductions de valeur	-2	-31	71	-8	-73	30	-201
sur prêts et créances	30	-15	78	-6	-54	87	-126
sur actifs financiers disponibles à la vente	-3	-6	-2	-1	-4	-12	-55
sur goodwill	0	0	0	0	0	0	0
autres	-29	-11	-5	0	-15	-45	-20
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint- ventures	-5	8	3	5	5	11	27
Résultat avant impôts	850	959	1 144	715	871	3 667	3 090
Impôts	-451	-268	-288	-85	-186	-1 093	-662
Résultat net après impôts des activités abandonnées	0	0	0	0	0	0	0
Résultat après impôts	398	691	855	630	685	2 575	2 428
attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0
attribuable aux actionnaires de la société mère	399	691	855	630	685	2 575	2 427
Bénéfice de base par action (EUR)	0.92	1.62	2.01	1.47	1.61	6.03	5.68
Bénéfice dilué par action (EUR)	0.92	1.62	2.01	1.47	1.61	6.03	5.68

Chiffres clés du bilan consolidé Groupe KBC (en millions EUR)	31-12-2017	30-09-2017	30-06-2017	31-03-2017	31-12-2016
Total des actifs	292 342	296 885	296 479	287 293	275 200
Prêts et avances à la clientèle	141 502	140 466	139 350	135 304	133 231
Titres (actions et titres de créance)	67 743	69 273	70 898	72 329	73 262
Dépôts de la clientèle et certificats de dette	193 968	190 824	189 938	181 722	177 730
Provisions techniques avant réassurance	18 641	18 696	18 905	19 234	19 657
Dettes de contrats d'investissement, assurance	13 552	13 294	13 339	13 128	12 653
Capitaux propres des actionnaires de la société mère	17 403	17 003	16 665	16 506	15 957

Ratios sélectionnés pour le Groupe KBC (consolidé)	Exercice complet 2017	Exercice complet 2016
Rentabilité et efficacité		
Rendement sur capitaux propres	17%*	18%
Ratio charges/produits, activités bancaires (après exclusion de divers éléments hors exploitation)	54% (55%)	55% (57%)
Ratio combiné, assurance non vie	88%	93%
Solvabilité		
Ratio common equity selon Bâle III (compromis danois, phased-in/à pleine charge)	16.5%/16.3%	16.2%/15.8%
Ratio common equity selon la méthode FICOD (à pleine charge)	15.1%	14.5%
Ratio de levier financier (« leverage ratio ») selon Bâle III (à pleine charge)	6.1%	6.1%
Risque de crédit		
Ratio de coût du crédit**	-0.06%	0.09%
Ratio de crédits impaired	6.0%	7.2%
pour les crédits présentant un arriéré de plus de 90 jours	3.4%	3.9%
Liquidité		
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	134%	125%
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	139%	139%

* 18 % hors effet négatif immédiat et non récurrent 211 millions d'euros lié à la réforme de l'impôt sur les sociétés en Belgique.

**Un chiffre négatif indique une libération nette de provisions pour réduction de valeur sur crédits (impact positif sur les résultats).

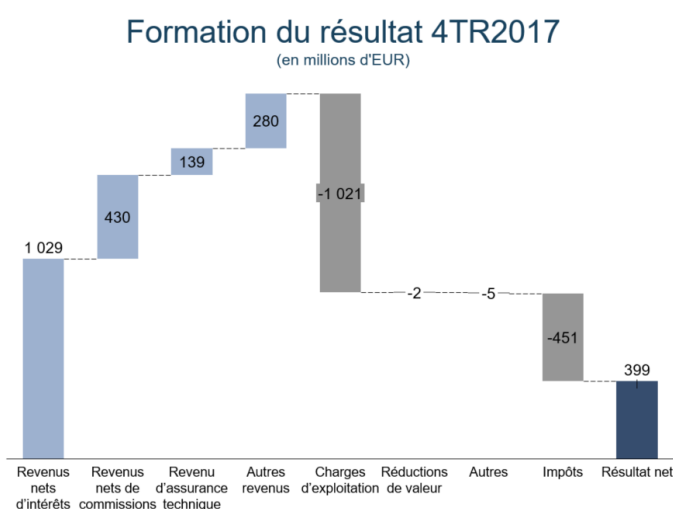
Analyse du trimestre (4TR2017)

Le résultat net pour le trimestre s'est établi à 399 millions d'euros, contre 691 millions d'euros au trimestre précédent et 685 millions d'euros pour le même trimestre un an plus tôt.

Remarque : les unités opérationnelles d'UBB et Interlease en Bulgarie, d'acquisition récente, sont incluses dans les résultats du groupe pour le second semestre 2017 (résultat net de 13 millions d'euros pour le 4TR2017). UBB et Interlease étaient inscrites au bilan au 30 juin 2017.

Le total de nos revenus était en ligne avec celui du trimestre précédent dès lors que la hausse des revenus nets de commissions et la robustesse des revenus à la juste valeur et de trading ont été neutralisées par une baisse des revenus nets d'intérêts et des revenus techniques issus des assurances (le troisième trimestre avait pu profiter de libérations de provisions). Les autres revenus nets ont été affectés par une provision supplémentaire de 61,5 millions d'euros constituée en vue de l'examen des « tracker mortgages » en Irlande (une provision supplémentaire de 54,4 millions d'euros avait déjà été constituée au troisième trimestre).

Les revenus nets d'intérêts s'élèvent à 1 029 millions d'euros pour le trimestre sous revue. En excluant l'effet de la salle des marchés, les revenus nets d'intérêts se sont globalement stabilisés par rapport au trimestre précédent et ont augmenté de 1,5% en glissement annuel. La faiblesse persistante des rendements de réinvestissement et de la pression négative sur les marges des crédits commerciaux ont été mitigés par la bonne progression du volume des crédits, la baisse des frais de financement, l'impact positif des hausses de taux en République tchèque et (en glissement annuel) l'effet favorable de la consolidation d'UBB/Interlease.



Notre marge nette d'intérêts est ressortie à 1,83% pour le trimestre sous revue, un niveau stable par rapport au trimestre précédent, mais en baisse de 7 points de base par rapport au même trimestre un an plus tôt.

L'effet de la salle des marchés mis à part, notre marge nette d'intérêts s'est établie à 1.99% pour la 4T2017. Comme déjà mentionné, la croissance des volumes de crédits a continué de soutenir les revenus d'intérêts : le volume total des crédits a augmenté de 1% en glissement trimestriel et de 5% en rythme annuel, avec une croissance dans l'ensemble des divisions. Les dépôts ont progressé de 2% en glissement trimestriel et de 8% en rythme annuel, toutes les divisions signant une hausse. Abstraction faite d'UBB et Interlease, la croissance organique des emprunts en rythme annuel aurait été de 4%, et celle des dépôts de quelque 7%.

Les revenus techniques issus de nos activités d'assurance vie et non vie (primes acquises moins charges techniques, plus résultat de la réassurance cédée) se sont montés à 139 millions d'euros au cours du trimestre sous revue. Les activités non vie ont contribué à hauteur de 142 millions d'euros aux revenus techniques issus de l'assurance, soit 31% de moins par rapport au trimestre précédent, qui avait vu une libération exceptionnelle de provisions non vie en Belgique pour un total de 26 millions d'euros. Le résultat technique des activités non vie a reculé de 12% en glissement annuel, la hausse des recettes de primes non vie dans tous les marchés clés ou presque ayant été neutralisée par les provisions techniques plus élevées et un résultat de la réassurance plus faible. Notre ratio combiné pour l'ensemble de l'année 2017 atteint un niveau exceptionnellement bon de 88% (contre 93% pour l'exercice complet 2016). Nos activités d'assurance vie ont contribué à hauteur de -3 millions d'euros aux revenus techniques issus de l'assurance, un niveau inchangé par rapport au trimestre précédent (qui avait bénéficié d'une libération de provisions liées au segment vie de 23 millions) et meilleur que les -44 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Les ventes des produits d'assurance vie ont progressé de 45% par rapport au trimestre précédent, et de 13% par rapport au même trimestre un an plus tôt, les ventes des produits à intérêts garantis et des produits de la branche 23 ayant augmenté. La part des produits à taux d'intérêt garanti dans le total des ventes de produits d'assurance vie est ainsi ressortie à 54% au quatrième trimestre 2017, les produits de la branche 23 représentant les 46% restants.

À 430 millions d'euros, les revenus nets de commissions sont restés robustes. En un an, ils ont grimpé de 14%, grâce essentiellement à la contribution apportée par nos activités de gestion d'actifs en Belgique, à la hausse des commissions liées aux titres et, dans une moindre mesure, à des commissions sur les services de paiement plus élevées dans un certain nombre de pays et à l'intégration d'UBB/Interlease dans les chiffres (à hauteur de 11 millions d'euros au quatrième trimestre 2017). Une hausse de 5% a été observée par rapport au trimestre précédent, attribuable essentiellement aux frais d'entrée de l'activité de gestion d'actifs et aux commissions liées aux titres. On notera que le trimestre précédent avait été pénalisé par la période de vacances. Fin décembre 2017, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 219 milliards d'euros, ce qui correspond à une augmentation de 1% en rythme trimestriel et de 3% sur un an, liée principalement à l'évolution favorable des prix sur les deux périodes.

Les autres éléments de revenu ont totalisé 280 millions d'euros, contre 248 millions d'euros au trimestre précédent et 352 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Les chiffres pour le quatrième trimestre 2017 incluaient un montant relativement élevé de 51 millions d'euros de plus-values réalisées sur la vente de titres disponibles à la vente (essentiellement des actions), 8 millions d'euros de revenus de dividendes et -14 millions d'euros d'autres revenus nets. Ces derniers ont été affectés par la constitution d'une provision supplémentaire de 61,5 millions liée à un examen, à l'échelle du secteur, des produits hypothécaires de type « tracker rate » octroyés en Irlande avant 2009 (le trimestre précédent avait également été impacté, à hauteur de 54,4 millions d'euros). Ils incluent également un résultat net de 235 millions d'euros pour les instruments financiers à la juste valeur (revenus à la juste valeur et liés au trading). Ce chiffre a augmenté par rapport aux 224 millions d'euros enregistrés à la même période un an plus tôt, et aux 182 millions

d'euros enregistrés au trimestre précédent, en raison essentiellement, dans les deux cas, de revenus robustes de la salle des marchés.

Charges d'exploitation en hausse en glissement trimestriel

Le ratio charges/produits de nos activités bancaires s'établit à un solide 54% pour l'ensemble de l'année 2017, contre 55% pour l'exercice 2016. Si l'on exclut divers éléments hors exploitation (prix du marché des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management, effet de la liquidation de sociétés du groupe, etc.), notre ratio charges/produits ajusté se monte à 55% pour 2017, contre 57% pour l'exercice 2016.

À 1,021 milliard d'euros, les charges d'exploitation ont crû de 12% en rythme trimestriel et de 6% en rythme annuel (hors UBB/Interlease, les charges ont progressé de tout juste 4% en glissement annuel). La hausse des coûts en rythme trimestriel, attribuable en partie aux taxes bancaires accrues, a également pâti de l'augmentation traditionnelle des coûts en fin d'année (frais TIC, dépenses marketing et frais professionnels) et d'une augmentation des charges de personnel. L'augmentation en glissement annuel était due – hors UBB et Interlease (dépenses de 20 millions d'euros au quatrième trimestre 2017) – à la hausse des taxes bancaires, des frais TIC, des dépenses marketing et des frais liés à la dépréciation et à l'amortissement (en raison de la capitalisation de certains projets).

Libération nette de provisions pour réduction de valeur sur crédits durant le trimestre sous revue

Au quatrième trimestre 2017 a eu lieu une libération nette de provisions pour réduction de valeur à hauteur de 30 millions d'euros (avec un impact positif sur le résultat net). À titre de comparaison, nous avons constitué des provisions nettes de 15 millions d'euros au trimestre précédent et de 54 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Le niveau favorable des réductions de valeur au cours du trimestre sous revue était imputable à la libération d'une provision pour réduction de valeur de 52 millions d'euros en Irlande (résultant essentiellement du changement de modèles d'IBNR, de l'évolution positive de l'indice du prix moyen des logements à 9 mois et d'une amélioration au niveau du portefeuille des emprunts douteux). Quelques légers renversements nets au niveau des provisions pour prêts ont également été enregistrés en République tchèque et en Hongrie, tandis que le niveau des frais liés aux réductions de valeur sur crédits est resté faible dans d'autres pays.

Par conséquent, le ratio de coût du crédit a chuté à un niveau extrêmement faible de -0,06% pour l'exercice 2017 complet pour l'ensemble du groupe (un chiffre négatif indique une récupération nette, et donc un impact positif sur les résultats). KBC Bank Ireland mise à part, le ratio de charges de crédit s'est établi à 0.09% pour l'ensemble de l'exercice 2017.

La qualité des prêts s'est encore améliorée. À fin décembre 2017, notre portefeuille de crédits comportait quelque 6,0% de crédits impaired, dont 3,4% de « crédits impaired non acquittés depuis plus de 90 jours » (contre 7,2% et 3,9%, respectivement, à fin 2016).

Les réductions de valeur sur actifs autres que des prêts sont ressorties à 32 millions d'euros, contre 17 millions au trimestre précédent et 19 millions d'euros au quatrième trimestre 2016.

Taxes affectées par un élément non récurrent négatif découlant d'une modification du régime fiscal belge sur les sociétés.

L'impôt sur le revenu s'est élevé à 451 millions au quatrième trimestre 2017, un chiffre bien plus élevé que celui des deux trimestres de référence. Raison en est une comptabilisation anticipée exceptionnelle de -211 millions d'euros découlant d'une réforme du régime fiscal belge sur les sociétés à compter de 2018 (qui se traduit, entre autres, par une réduction du montant actuel des actifs d'impôts différés (impact de -243 millions d'euros), partiellement compensée par la hausse de l'exonération des dividendes (DBI), qui est passée de 95% à 100% (impact de +32 millions d'euros)).

À terme, cet impact négatif non récurrent sera toutefois entièrement compensé sur une période de trois ans environ, à la faveur de l'impact positif récurrent sur l'impôt sur les revenus des entités Belges.

Résultats par division (en rythme trimestriel)

Notre bénéfice trimestriel de 399 millions d'euros peut être réparti comme suit :

- 336 millions d'euros pour la division Belgique. Le résultat net a reculé de 26% en rythme trimestriel en raison d'une baisse des revenus nets d'intérêts et des revenus techniques issus de l'assurance (à la suite de libérations exceptionnelles de provisions au trimestre précédent), de l'augmentation traditionnelle des coûts en fin d'année et d'un impact fiscal négatif non récurrent lié à la réforme du régime fiscal sur les sociétés. En parallèle, les revenus à la juste valeur et liés au trading ont grimpé, tout comme les revenus nets de commissions. Les ventes des produits d'assurance vie ont progressé, à l'inverse des frais pour réductions de valeur sur crédits.
- 167 millions d'euros pour la division République tchèque. Le résultat net a reculé de 2% par rapport à son niveau du trimestre précédent. Si les revenus nets d'intérêts et les revenus nets de commissions ont tous deux grimpé par rapport aux chiffres du trimestre précédent, ils n'ont pas pu neutraliser les coûts entraînés à la hausse sous l'effet de facteurs saisonniers. Les réductions de valeur sur crédits sont restées extrêmement faibles, quoique certaines charges liées à ces réductions aient été enregistrées au niveau des TIC et des voitures de leasing.
- 74 millions d'euros pour la division Marchés internationaux, dont 16 millions d'euros pour la Slovaquie, 39 millions d'euros pour la Hongrie, 18 millions d'euros pour la Bulgarie (13 millions d'euros étant attribuables à UBB/Interlease) et 3 millions d'euros pour l'Irlande. Pour l'ensemble de la division, cela représentait une diminution en glissement trimestriel de 4 millions d'euros, à mettre essentiellement à l'actif de l'Irlande, en raison de la constitution d'une provision supplémentaire de 61,5 millions d'euros liée à un examen à l'échelle du secteur des produits hypothécaires de type « tracker rate » octroyés dans ce pays avant 2009 (contre 54,4 millions d'euros déjà provisionnés au troisième trimestre 2017).
- 179 millions d'euros pour le Centre de groupe. Cela représente une baisse de 166 millions d'euros par rapport au niveau enregistré au précédent trimestre, due principalement à la réforme du régime fiscal belge sur les sociétés.

Ratios par division sélectionnés	Belgique		République tchèque		Marchés internationaux	
	Exercice complet 2017	Exercice complet 2016	Exercice complet 2017	Exercice complet 2016	Exercice complet 2017	Exercice complet 2016
Ratio charges/produits, activités bancaires (après exclusion de divers éléments hors exploitation)	53%	55%	43%	46%	72%	66%
Ratio combiné, assurance non vie	86%	92%	97%	96%	93%	94%
Ratio de coût du crédit*	0.09%	0.12%	0.02%	0.11%	-0.74%	-0.16%
Ratio de crédits impaired	2.8%	3.3%	2.4%	2.8%	19.7%	25.4%

* Un chiffre négatif indique une libération nette de provisions pour réduction de valeur sur crédits (impact positif sur les résultats).

Un tableau reprenant les résultats complets est fourni à la section « Additional information » du rapport trimestriel. Une courte analyse des résultats par division est fournie dans la présentation destinée aux analystes (disponible sur www.kbc.com).

Fondamentaux robustes : fonds propres, solvabilité et liquidité

À fin décembre 2017, le total de nos capitaux propres s'élevait à 18,8 milliards d'euros (17,4 milliards d'euros de capitaux propres des actionnaires de la société mère et 1,4 milliard d'euros d'instruments additionnels Tier-1), soit 1,4 milliard d'euros de plus qu'au début de l'année. Cette évolution en 2017 résulte de l'inclusion du bénéfice pour cette période (+2,6 milliards d'euros), du paiement du dividende final pour 2016 en mai et de la décision de verser un dividende intérimaire pour 2017 en novembre (soit un total de -1,2 milliard d'euros), de l'évolution des passifs liés aux régimes à prestations définies (+0,1 milliard d'euros) et d'un certain nombre d'éléments mineurs.

Au 31 décembre 2017, notre ratio common equity à pleine charge (Bâle III, selon le compromis danois) s'établissait à un solide niveau de 16,3%. Le ratio de levier financier (« leverage ratio », Bâle III, à pleine charge) s'est inscrit à 6,1%. Au 31 décembre 2017, KBC Assurances affichait un solide ratio de solvabilité de 212% en vertu du cadre réglementaire Solvabilité II.

Notre liquidité s'est également maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 139% et un ratio NSFR de 134% à la fin du mois de décembre 2017.

Analyse de la période sous revue year-to-date (exercice complet 2017)

Le résultat net pour 2017 s'établit à 2 575 millions d'euros, contre 2 427 millions d'euros en 2016.

Remarque : les résultats pour l'exercice 2017 englobent le résultat net de 27 millions d'euros généré par les unités opérationnelles d'UBB et Interlease en Bulgarie, d'acquisition récente, au cours de la période allant de juillet à décembre.

Faits marquants (par rapport à l'exercice 2016) :

- Revenus nets d'intérêts en légère baisse (-3%, à 4 121 millions d'euros), en raison principalement d'une contribution plus faible de la salle des marchés (largement compensée par une hausse des revenus à la juste valeur et liés au trading) et de l'assurance. Abstraction faite de l'effet de la salle des marchés et de la contribution d'UBB/Interlease, le revenu net d'intérêts s'est stabilisé. Le volume des dépôts a progressé de 8% et celui des prêts de 5%. Dans le cadre de cette croissance des volumes, quelque 1 point de pourcentage (pour les prêts) et 2 points de pourcentage (pour les dépôts) sont attribuables à l'inclusion d'UBB/Interlease dans les chiffres du second semestre de l'année. La marge nette d'intérêts s'élève à 1,85% pour l'ensemble de l'exercice 2017, soit une baisse par rapport à 2016 (1,92%).
- Une contribution au revenu accrue des résultats techniques des activités d'assurance (+46%, à 640 millions d'euros). Celle-ci était imputable aux activités d'assurance non vie, où les recettes de primes et les résultats de la réassurance ont progressé, alors que les charges techniques sont restées stables (malgré une libération exceptionnelle de provisions en Belgique au troisième trimestre) et aux activités d'assurance vie qui ont notamment bénéficié d'une libération de provisions en Belgique. Dans le non vie, le ratio combiné s'inscrit à un excellent niveau de 88% pour l'ensemble de

l'année 2017. Les ventes de l'assurance vie ont baissé de 11%, plombées exclusivement par une diminution des ventes de produits à taux d'intérêt garanti.

- Une hausse significative des revenus nets de commissions (+18%, à 1 707 millions d'euros), que l'on doit avant tout à nos services de gestion d'actifs. À la fin décembre 2017, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 219 milliards d'euros, soit une hausse de 3% en rythme annuel en grande partie attribuable à la bonne tenue des prix.
- Un niveau plus élevé pour tous les autres éléments de revenus (1 232 millions d'euros). Ceci inclut une nette hausse du résultat net des instruments financiers à la juste valeur (+58%, à 856 millions d'euros), une hausse des plus-values nettes réalisées sur les actifs disponibles à la vente (+5%, à 199 millions d'euros), une légère baisse du revenu de dividende (-18%, à 63 millions d'euros) et une baisse des autres revenus nets (-56%, à 114 millions d'euros, en partie en raison de la constitution d'une provision supplémentaire liée à un examen à l'échelle du secteur des produits hypothécaires de type « tracker rate » octroyés en Irlande avant 2009 (pour un total de 116 millions d'euros)).
- Notre ratio charges/produits pour l'ensemble de l'exercice 2017 s'est amélioré et s'établit à un excellent niveau de 54% (contre 55% en 2016). Les charges d'exploitation (hors taxes bancaires) ont crû de 125 millions d'euros (3,5%) en glissement annuel. Dès lors que les investissements dans la numérisation via les charges d'exploitation ont été multipliés par deux (de 125 millions d'euros environ pour l'exercice 2016 à quelque 250 millions d'euros pour l'année 2017) et que 40 millions d'euros sont attribuables à l'intégration d'UBB/Interlease, l'on peut conclure que les coûts sont sous contrôle.
- Une baisse sensible des charges liées à la réduction de valeur sur crédits (hausse nette de 126 millions d'euros pour 2016 contre une libération de provisions nette de 87 millions d'euros pour 2017), essentiellement en raison des larges libérations des provisions pour réduction de valeur en Irlande. Par conséquent, le ratio de coût du crédit s'est inscrit à un excellent niveau de -0,06% pour l'ensemble du groupe (un chiffre négatif indique un impact positif sur les résultats).
- Le résultat net pour 2017 se répartit comme suit : 1 575 millions d'euros pour la division Belgique (+10% par rapport à 2016), 702 millions d'euros pour la division République tchèque (+18%), 444 millions d'euros pour la division Marchés internationaux (+4%) et -146 millions d'euros pour le Centre de groupe (baisse de 118 millions d'euros). Le résultat pour la division Marchés internationaux se divise comme suit : 167 millions d'euros pour l'Irlande (-9%, principalement en raison d'une provision supplémentaire liée à l'examen des produits hypothécaires de type « tracker rate »), 146 millions d'euros pour la Hongrie (+13% par rapport à 2016), 79 millions d'euros pour la Slovaquie (-14%) et 50 millions d'euros pour la Bulgarie (+127%, inclusion d'UBB/Interlease dans les chiffres à partir du troisième trimestre 2017).

Déclaration relative aux risques

Nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, les risques de défaut de crédit, les risques de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, les risques de change, les risques de marché, les risques de liquidité et de financement, les risques d'assurance, l'évolution de la réglementation, les risques opérationnels, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres

acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Bien que surveillés de près et gérés dans le cadre strict de règles de gouvernance et de limites, ces risques peuvent avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions.

À l'heure actuelle, nous estimons qu'un certain nombre d'éléments constituent le principal défi pour le secteur financier en général. Par conséquent, ils nous affectent également. L'incertitude en matière de réglementation reste un thème dominant dans le secteur (même si l'accord dit « Bâle IV » de décembre a quelque peu clarifié les exigences de capital futures), tout comme le renforcement de la protection du consommateur. L'environnement de taux bas reste lui aussi un défi persistant (malgré la tendance haussière observée récemment), en particulier pour les échéances plus longues, combiné à l'augmentation du risque de bulles financières. Le secteur financier est par ailleurs confronté aux risques systémiques découlant des évolutions politiques et financières, telles que le Brexit ou les mesures protectionnistes attendues aux États-Unis, qui auront un impact certain sur l'économie européenne. La technologie financière constitue un défi supplémentaire pour le modèle d'entreprise des institutions financières traditionnelles. Enfin, les cyber-risques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie.

Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans nos rapports annuels, les rapports trimestriels et les Risk Reports, tous disponibles sur le site www.kbc.com.

Nos opinions et prévisions

Notre opinion sur les taux d'intérêt et les taux de change : la BCE poursuivra son programme d'assouplissement quantitatif jusqu'à septembre 2018 au moins. Le volume de ses achats mensuels nets a été revu à la baisse à 30 milliards d'euros depuis début janvier 2018. La BCE attendra selon nous 2019 avant de relever ses taux. Du côté de la Fed, nous anticipons trois relèvements de taux en 2018 (chacun de 25 pb). Aussi le billet vert devrait-il être soutenu par les taux d'intérêt à court terme et s'apprécier face à la monnaie unique européenne à court terme. L'euro reprendra toutefois son ascension à compter de mi-2018. Compte tenu de l'environnement de faible inflation et des politiques monétaires mondiales qui restent extrêmement accommodantes, les rendements des obligations allemandes et américaines d'échéance longue ne devraient augmenter que légèrement pendant la période à venir. À l'inverse du ton accommodant de la BCE, la Banque nationale tchèque a déjà commencé à resserrer sa politique monétaire et devrait poursuivre sur cette voie en 2018. Au vu de l'évolution du contexte économique et de l'inflation ainsi que des mesures de relance budgétaire qui pourraient être mises en œuvre par le nouveau gouvernement, nous prévoyons pour l'année à venir en République tchèque trois hausses de taux (dont une s'est déjà produite en février), qui devraient porter le taux de refinancement à 1,25% fin 2018.

Notre opinion sur la croissance économique : l'environnement économique de la zone euro est clément et le secteur de la consommation demeure ainsi solide. Le taux de chômage ne cesse de reculer, ce qui continuera de soutenir la consommation au cours de la période à venir. Les investissements prennent également de la vitesse. Les principaux risques proviennent toujours de la tendance à la démondialisation et des inquiétudes géopolitiques, qui pourraient accroître les incertitudes et donc impacter le climat économique.

Nos prévisions :

- Rendements robustes pour l'ensemble des divisions
- S'agissant de l'Irlande, nos prévisions concernant les réductions de valeur sur crédits pour 2018 tablent sur une libération de provisions nette à hauteur de 100-150 millions d'euros pour l'exercice 2018 complet.
- La première application de la norme IFRS 9 (qui vise à remplacer certaines exigences de la norme IAS 39 au 1er janvier 2018) devrait faire baisser d'environ 41 points de base notre ratio common equity à pleine charge, en raison essentiellement des reclassements de portefeuilles bancaires.
- L'impact de la réforme du régime de l'impôt sur le revenu des entreprises en Belgique aura un impact positif récurrent sur le compte de résultats à compter de 2018. Cet impact négatif non récurrent sera entièrement compensé sur une période de trois ans environ.
- Les coûts de financement seront moins élevés en raison du remboursement par anticipation des contingent capital notes (« CoCo ») en janvier 2018.
- Les conséquences de Bâle IV sur KBC devraient représenter une hausse des actifs pondérés par les risques pour un montant de quelque 8 milliards d'euros, ce qui correspond à une inflation de 9% de ces actifs et un impact d'environ -1,3% sur le ratio common equity. Ces estimations se fondent sur notre interprétation actuelle de Bâle IV, un bilan stable et l'environnement économique actuel. Elles ne tiennent pas compte des éventuelles mesures que pourrait prendre la direction. Les éléments qui ne sont pas inclus dans les actifs pondérés par le risque susmentionnés (et qui pourraient affecter KBC plus tôt) sont : le Targeted Review of Internal Models (TRIM) en cours (exercice de révision ciblée des modèles internes) par la BCE, l'impact potentiel de la révision de l'approche IRB par l'ABE et toute incidence sur les exigences du pilier 2.
- En ce qui concerne notre plan d'affectation du capital, notre réserve de 1% au titre de Bâle IV par rapport à notre groupe de pairs n'est donc plus requise. Prenant en compte le ratio common equity médian actualisé de nos 12 pairs, nous avons abaissé notre « objectif de capital propre » et notre « position de capital de référence » à 14% et 16% respectivement.

Pour l'exercice comptable 2017 : un dividende brut total de 3 euros par action sera proposé à l'assemblée générale annuelle, comprenant un dividende intérimaire de 1 euro par action (versé en novembre 2017) et un dividende final de 2 euros par action, qui sera versé en mai 2018. Une proposition de rachat de 2,7 millions d'actions sera également présentée à l'assemblée générale annuelle. Cette mesure est prise afin de compenser la dilution des actionnaires causée par les augmentations de capital annuelles pour le personnel . Elle se traduit par un ratio de mise en paiement de 59%.

Informations complémentaires

Le commissaire aux comptes, PwC Bedrijfsrevisoren bcvba/Reviseurs d'Entreprises scrl, représenté par Roland Jeanquart et Tom Meuleman, confirme que ses travaux d'audit sont terminés quant au fond et qu'ils n'ont pas révélé à ce jour une quelconque nécessité de procéder à des ajustements du compte de résultat consolidé 2017, du résumé du résultat global consolidé pour l'exercice, du bilan consolidé et de l'état consolidé des variations des capitaux propres ou des notes explicatives, lesquelles comprennent une synthèse des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives reprises dans le présent communiqué de presse.

Calendrier financier 2018 :

- Rapport annuel et Risk Report 2017 : 29 mars 2018
- Assemblée générale annuelle : 3 mai 2018
- Dates du dividende final : date de détachement : 7 mai 2018 ; date d'enregistrement : 8 mai 2018 ; date de paiement : 9 mai 2018
- Publication des résultats du 1er trimestre 2018 : 17 mai 2018
- Publication des résultats du 2e trimestre 2018 : 9 août 2018
- Publication des résultats du 3e trimestre 2018 : 15 novembre 2018

Pour tout complément d'information, veuillez contacter :

Kurt De Baenst, Directeur Investor Relations, KBC Groupe

Tel. +32 2 429 35 73 - E-mail : kurt.debaenst@kbc.be

Viviane Huybrecht, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe

Tel. +32 2 429 85 45 - E-mail : pressofficekbc@kbc.be

* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

KBC Groupe SA

Avenue du Port 2 – 1080 Bruxelles
Viviane Huybrecht
Directeur Communication Corporate/
Porte-parole
Tél. 02 429 85 45

Service presse
Tél. 02 429 65 01 Stef Leunens
Tél. 02 429 29 15 Ilse De Muyer

E-mail : pressofficekbc@kbc.be

Vérifiez l'authenticité de ce document sur
www.kbc.com/fr/authenticity.

Les communiqués de presse de KBC sont
disponibles sur www.kbc.com

Suivez-nous sur
www.twitter.com/kbc_group

Vous pouvez rester au courant de nos
solutions innovantes sur le site
www.kbc.com/innovation.
